

Les ouvriers ne sont nullement garantis une fois pour toutes contre l'influence des fascistes. Le prolétariat et la petite bourgeoisie représentent des vases communicants, surtout dans les conditions actuelles où l'armée de réserve des ouvriers ne peut pas ne pas fournir des petits commerçants, des colporteurs, etc., et la petite bourgeoisie des prolétaires et des lumpen prolétaires.

Les employés, le personnel technique et administratif, certaines couches de fonctionnaires formaient dans le passé un des appuis importants de la social-démocratie. Aujourd'hui, ces éléments sont passés ou passent aux nationaux-socialistes. Ils peuvent entraîner derrière eux, si ce n'est déjà fait, la couche de l'aristocratie ouvrière. Sur cette ligne, le national-socialisme envahit le prolétariat *par en-haut*.

Beaucoup plus dangereuse est cependant son invasion possible *par en bas*, à travers les chômeurs. Aucune classe ne peut vivre longtemps sans perspectives et sans espoirs. Les chômeurs ne sont pas une classe, mais c'est une couche sociale par trop compacte et ferme qui tend vainement à sortir de sa situation insupportable. D'une façon générale, il est vrai que seule la révolution prolétarienne peut sauver l'Allemagne de la décomposition et de la ruine, cela est avant tout vrai en ce qui concerne les millions de chômeurs.

Avec la faiblesse du Parti communiste dans les usines et dans les syndicats, sa croissance numérique ne résoud rien. Dans une nation dévorée par la crise et les contradictions, le parti d'extrême-gauche peut trouver des dizaines de milliers de nouveaux partisans, surtout quand son appareil est orienté vers le racolage individuel des membres par la voie de « l'émulation ». Tout réside dans les rapports entre le Parti et la classe. Un seul ouvrier communiste élu au comité d'usine ou à la direction d'un syndicat a une importance beaucoup plus grande que mille nouveaux membres racolés par ci, par là, entrés aujourd'hui dans le Parti pour le quitter demain.

Mais l'afflux individuel des membres au Parti ne durera pas non plus indéfiniment. Si le Parti communiste continue à retarder la lutte jusqu'au moment où il aura éliminé définitivement les réformistes, il s'apercevra qu'à partir d'un certain moment la social-démocratie cessera de perdre son influence au profit des communistes et que les fascistes commenceront à démoraliser les chômeurs qui sont la base principale du Parti communiste. Le fait de ne pas utiliser ses forces pour les tâches qui découlent de toute la situation ne se produit jamais impunément pour un parti politique.

Pour frayer le chemin à la lutte de masse, le Parti communiste essaie de faire aboutir les grèves partielles. Les succès dans ce domaine ne sont pas grands. Comme toujours, les staliniens font de l'autocritique : « nous ne savons

pas encore organiser... » « nous ne savons pas encore entraîner... » « nous ne savons pas encore animer... » et quand on dit « nous », cela signifie toujours « vous ». On ressuscite la fameuse théorie des journées de Mars 1921 : « électriser » le prolétariat par des actions offensives de la minorité. Mais les ouvriers n'ont pas besoin d'être « électrisés ». Ils veulent qu'on leur donne une perspective claire et qu'on les aide à créer les prémisses d'un mouvement de masse.

Dans sa stratégie des grèves, le Parti communiste se dirige visiblement d'après des citations fragmentaires de Lénine, interprétées par Manouïlsky ou Lozovsky. En effet, il fut un temps où les mencheviks luttèrent contre la « gréviculture » et les bolcheviks, au contraire, se placèrent à la tête de chaque nouvelle grève, entraînant des masses de plus en plus grandes dans le mouvement. Cela correspondait à la période d'éveil de nouvelles couches de la classe. Telle fut la tactique des bolcheviks en 1905, pendant l'essor industriel des années d'avant-guerre et pendant les premiers mois de la Révolution de Février.

Mais dans la période d'avant Octobre, à partir des journées de juillet 1917, la tactique des bolcheviks eut un caractère différent : ils ne poussaient pas aux grèves, ils les freinaient parce que chaque grève importante avait tendance à se transformer en combat décisif, alors que les prémisses politiques n'en étaient pas encore mûres.

Toutefois, les bolcheviks continuaient, même dans ces mois, à se mettre à la tête de toutes les grèves qui éclataient, malgré leurs avertissements, surtout dans les branches arriérées de l'industrie (textile, cuirs et peaux, etc.).

Si dans certaines conditions, les bolcheviks dirigeaient hardiment les grèves dans l'intérêt de la révolution, dans d'autres, ils retenaient les ouvriers d'entrer en grève, pour les mêmes intérêts de la révolution. Dans ce domaine, comme dans les autres, il n'existe pas de recette préparée par avance. Mais la stratégie des grèves des bolcheviks faisait toujours partie à chaque période donnée de la stratégie générale, et les ouvriers avancés voyaient clairement le lien qui unissait la partie au tout.

Où en sont les choses actuellement en Allemagne ? Les ouvriers au travail ne s'opposent pas à la réduction des salaires parce qu'ils craignent les chômeurs. Il n'y a rien d'étonnant : avec la présence de quelques millions de chômeurs la lutte gréviste syndicalement organisée de toujours est manifestement désespérée. Elle est doublement désespérée avec l'antagonisme entre les ouvriers au travail et les chômeurs. Cela n'exclut pas la possibilité de grèves partielles, surtout dans les branches d'industrie les plus arriérées et les moins centralisées. Mais ce sont précisément les ouvriers des branches d'industrie les plus importantes

qui, dans une telle situation, sont enclins à écouter les chefs réformistes. Les tentatives du Parti communiste de résoudre la lutte gréviste sans changer la situation générale au sein du prolétariat, n'amènent qu'à de petites opérations de partisans qui, même en cas de réussite, restent sans lendemain.

D'après les rapports des ouvriers communistes (il n'y a qu'à lire « Der Rote Aufbau ») on dit souvent dans les entreprises que les grèves partielles n'ont aucun sens, que seule la grève générale pourrait sortir les ouvriers de leur misère. « La grève générale » veut dire ici perspective de lutte. Les ouvriers sont d'autant moins enthousiastes des grèves isolées qu'ils ont à faire directement au pouvoir d'état : le capital monopolisateur parle aux ouvriers dans le langage des lois d'exception de Brüning (1).

Au début du mouvement ouvrier, pour entraîner les ouvriers dans la grève, les agitateurs évitaient souvent de développer les perspectives révolutionnaires et socialistes pour ne pas repousser les ouvriers. Aujourd'hui, la situation a un caractère diamétralement opposé. Les couches dirigeantes des ouvriers allemands ne peuvent se décider à entrer dans la lutte économique défensive qu'au cas où elles verront clairement les perspectives générales des luttes ultérieures. Ces perspectives, les couches dirigeantes des ouvriers allemands ne les trouvent pas dans la direction communiste.

Au sujet de la tactique des journées de Mars 1921 en Allemagne (« électriser » la minorité du prolétariat au lieu de conquérir sa majorité), l'auteur de ces lignes disait au III<sup>e</sup> Congrès : « Quand la majorité écrasante de la classe ouvrière ne comprend pas le mouvement, ne sympathise pas avec lui ou doute de son succès, et quand la minorité, en même temps, se lance en avant et essaie par des procédés mécaniques de jeter les ouvriers dans la grève, — alors cette minorité impatiente personnifiée par le Parti, peut se heurter à la classe ouvrière et se rompre le cou ! »

Faut-il donc renoncer à la lutte gréviste ? Non, ne pas renoncer, mais créer pour cette lutte des prémisses politiques et organisation-

(1) Certains ultra-gauchistes (par exemple, le groupe italien des bordiguistes) considèrent que le front unique n'est admissible que dans la lutte économique. La tentative de séparer la lutte économique de la lutte politique est, à notre époque, moins réalisable que jamais. L'exemple de l'Allemagne où les contrats collectifs sont annulés et les salaires diminués par voie de décrets gouvernementaux, devrait faire comprendre cette vérité même aux petits enfants.

Rappelons, en passant, que dans leur stade actuel, les staliniens font renaitre certains préjugés originels du bordiguisme. Il n'est pas étonnant que le groupe ce « Prométeo » qui n'apprend rien et qui n'avance pas d'un pas, se trouve aujourd'hui, dans la période de zigzag ultra-gauchiste de l'I. C., beaucoup plus près des staliniens que de nous.

nelles indispensables. L'une de ces prémisses est le rétablissement de l'unité *des organisations syndicales*. La bureaucratie syndicale, bien entendu, n'en veut pas. La scission jusqu'à présent assurait, on ne peut mieux, sa situation. Mais la menace directe du fascisme change la situation dans les syndicats au détriment de la bureaucratie. L'aspiration à l'unité croît. Que la clique de Leipart essaie dans les conditions actuelles de refuser le rétablissement de l'unité, cela doublera ou triplera d'un seul coup l'influence communiste au sein des syndicats. Si l'unité se fait, tant mieux : devant les communistes s'ouvre un large terrain d'activité. Ce ne sont pas des demi-mesures qu'il faut, mais un tournant hardi !

Sans une large campagne contre la vie chère, pour la réduction de la semaine de travail, contre les diminutions des salaires ; sans avoir entraîné dans cette lutte les chômeurs la main dans la main avec les ouvriers au travail ; sans l'application couronnée de succès de la politique de front unique, les petites grèves improvisées ne feront pas déboucher le mouvement dans la voie large.

\*\*

Les social-démocrates de gauche parlent de la nécessité, « au cas où les fascistes arriveraient au pouvoir », de recourir à la grève générale. Leipart lui-même doit parader, sans doute, avec de telles menaces dans son cabinet de travail. A ce sujet, la *Rote Fahne* parle de luxembourisme. C'est une calomnie contre la grande révolutionnaire. Si Rosa Luxembourgen en effet surestima l'importance *propre* de la grève générale pour la question du pouvoir, elle comprit très bien qu'on ne peut pas provoquer arbitrairement la grève générale, que celle-ci doit être préparée par toute la marche antérieure du mouvement ouvrier, par la politique du Parti et des syndicats. Mais dans la bouche des social-démocrates de gauche, la grève des masses sert plutôt de mythe consolateur qui domine la triste réalité.

Les social-démocrates français promirent, pendant plusieurs années, de recourir à la grève générale en cas de guerre. Le Congrès de Bâle en 1912 promit même de recourir à l'insurrection révolutionnaire. Mais la menace de grève générale, de même que la menace d'insurrection, avait dans ce cas le caractère de foudres théâtrales. Il ne s'agit là nullement de l'opposition entre la grève et l'insurrection, mais de l'attitude abstraite, formelle, verbale envers la grève et envers l'insurrection. Le réformiste armé de l'abstraction de la révolution — tel fut en général le type du social-démocrate à la Bebel d'avant-guerre. Le réformiste d'après-guerre qui brandit la menace de la grève générale n'est qu'une caricature animée.